

Nouvelles locales du jeudi 13 novembre 2014

@rib News, 13/11/2014 ĩ Politique - Le parti CNDD-FDD a commencé ce mercredi la célébration de la semaine dédiée aux combattants au sein de ce parti. Les festivités se sont déroulées au stade de Rugombo dans la même commune en province Cibitoke. Un long défilé composé d  anciens combattants de ce parti a eu lieu et presque tous portaient des effets militaires comme les souliers (bottines), les chemises, les pantalons et chapeaux. Ceci a étonné plus d  uns du moment que depuis la précédente célébration, des critiques contre la possession des effets militaires des civils avaient été émises et que ce parti avait annoncé qu  il n  a pas de militaires. Les festivités de cette célébration seront clôturées ce samedi. [rtnb/rpa/rtr/isanganiro/bonesha]

- Face à cette célébration, là ADC-Ikibiri trouve qu  il s  agit d  une mauvaise pratique visant à montrer que les anciens combattants du CNDD-FDD qui ont combattu. Le président de cette coalition des partis politiques de là opposition trouve que ces gens n  aiment pas le pays puisque si tel était le cas, ils devraient plutôt instaurer une jouissance morale de tous les combattants qui se sont donnés depuis longtemps pour défendre le pays. Léonce Ngendakumana trouve par ailleurs que cela montre qu  ils se considèrent comme étant toujours au maquis et trouve que les Burundais doivent se lever pour lutter contre ces pratiques qui risquent de compromettre la bonne préparation des élections étant donné qu  il s  agit d  une forme d  intimidation pour montrer à la population qu  elle doit soutenir le CNDD-FDD afin de ne pas retourner en guerre. Il trouve en outre que cela vise à susciter en ces anciens combattants et chez les autres là esprit de la guerre. [rpa/bonesha]

- Le président du parti Uprona non reconnu par le ministère de là Intérieur trouve de son côté qu  il n  y a pas de journée dédiée aux combattants au Burundi. Le député estime que cela est un jeu auquel se livre le parti CNDD-FDD puisqu  une telle journée est instituée par une loi votée et promulguée par les instances habilitées à le faire. Il trouve par ailleurs que les tueries qui se sont déroulées au Burundi ne peuvent pas être couvertes par des fêtes comme celles-ci estimant que les combattants voulaient libérer tel ou tel autre groupe de la population. Selon lui, seuls les militaires burundais du temps de Mwezi Gisabo (Abadasigana) peuvent être considérés comme de vrais combattants puis qu  ils ont défendu le territoire national contre les Allemands et Ndago dans la province de Muramvya. Il demande plutôt que cela soit un symbole pour instaurer cette journée nationale. [bonesha]

- Rwasa Agathon qui se réclame président du parti FNL, mais non reconnu par le ministère de là Intérieur, trouve que la célébration de cette journée est contre les accords d  Arusha pour la paix et la réconciliation des Burundais. Selon lui, la célébration de telles fêtes a été bannie par ces accords après la réunification de là armée de la gendarmerie nationale puisque les composantes de la société représentées à Arusha ne là entendaient pas comme même fa son. Il trouve que cette célébration montre que le parti CNDD-FDD a des combattants alors qu  aucun parti politique n  a le droit d  entretenir des combattants, selon la loi en vigueur au Burundi. Il voit donc que cela vise à semer le désordre dans le pays. [bonesha]

- Le parti CNDD-FDD a tenu à réagir suite à ces critiques et inquiétudes de la part des politiciens burundais sur la célébration de la journée du combattant au sein de ce parti. En effet, le porte-parole de ce parti trouve qu  ils n  ont commis aucune faute puisqu  ils sont en train de célébrer cette journée afin de se souvenir de ce qui s  est passé pour que cela ne se reproduise plus. Onésime Nduwimana estime que même s  il y en a qui ne sont pas qu  il y a eu de combattants au Burundi, c  est plutôt le héros de la démocratie le président Melchior Ndadaye le premier combattant dans ce sens. Il annonce que la célébration de cette journée a été annoncée le jour de là manifestation de la h t  par ce parti alors qu  il était mouvement armé et donc que s  ils célèbrent cette journée, ils ne commettent aucune faute. [rpa/bonesha/isanganiro/rtnb/rtr]

ĩ Sécurité - Plus de 17.000 vaches qui étaient dans la réserve naturelle de la Rukoko sont en errance depuis ce mercredi soir. En effet, les militaires œuvrant dans cette réserve ont détruit et brûlé les  tables dans lesquels ces vaches logeaient. Certains éleveurs affirment même qu  ils ne sont pas encore parvenus à récupérer la totalité de leur bétail. Ils ont été obligés de déplacer leurs troupeaux sur la route Bujumbura-Cibitoke du côté de Gihanga. Ils trouvent qu  il s  agit d  une déstabilisation du moment que les militaires ont agi et disent ne pas comprendre cette attitude de là armée burundaise. L  écroulement d  clencheur de cette situation se fait être là attaque de ce mardi, attaque parmi tant d  autres, dans lesquelles les bergers sont point s du doigt comme des collaborateurs de ces groupes qui attaquent souvent et qui se replient vers la RD Congo. [bonesha/isanganiro]

ĩ Gouvernance L  ONATEL dénonce les propos du président de là OLUCOME affirmant que cette société serait la conclusion des accords avec AFRICELL Burundi pour fusionner. Selon le directeur de cette société publique, ce projet n  existe pas à ce qu  il sache et Gilbert Niyonizigiye précise plutôt qu  ils sont en train de voir comment travailler avec la société Viettel Burundi qui est en train de s  implanter au Burundi. Il annonce cela après que Gabriel Rufyiri, président de là OLUCOME, ait annoncé que là ONATEL projette de fusionner avec AFRICELL Burundi. Il ajoute également qu  il n  y a pas de privatisation en cours de cette société ONATEL. [rtnb/rpa/bonesha/isanganiro/rtr]

ĩ Société Conseil National de la Communication (CNC) a tenu une réunion ce mercredi avec les responsables des médias burundais dans le but d  assainir le climat un peu malsain qui règne entre eux. Entre autre résultat de cette rencontre, ils se sont convenus de dialoguer pour trouver une solution aux différentes situations qui se manifestent avant d  envisager un recours à la justice. De même, ils se sont convenus de rester en communication continue et en dialogue permanent dans le but de voir les choses de la même manière et de prendre des mesures qui s  imposent dans là intérêt de tout le monde et surtout de la population. Cela transparaît dans une communiqué de presse publiée   là issu de cette réunion et signée par les représentants du CNC et les représentants de la presse burundaise. [rpa/bonesha/rtr/rtnb/isanganiro]

ĩ Education - Alors que là Université du Burundi a célébré ce mercredi le cinquantenaire de sa création, le Recteur de cette institution de formation supérieure a annoncé que les étudiants qui ont été inscrits en première année pourront être r fus s au mois de décembre de cette année. Le professeur Gaston Hakiza annonce que le problème majeur est le fait qu  ils ne trouvent pas facilement de locaux pour caser plus de 3.000 étudiants qui viennent de passer plus d  une année en chômage forcé après avoir pris une inscription. Cette vision des choses n  est pas partagée avec là association des professeurs de cette institution. En effet, le représentant de ces derniers trouve que là Université publie a un problème

de gouvernance et de planification. Le professeur Pascal Kakana trouve que rien n'est en train d'être fait pour résoudre ce problème qui devient de plus en plus un casse-tête. Il déplore aussi l'organisation de cette célébration à laquelle le président de la République, ni le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique n'ont pas participé. Il est aussi déplorable que les étudiants ont eux aussi boycotté ces célébrations pour manifester leur mécontentement suite aux problèmes qu'ils soulèvent et qui ne trouvent pas de solution. [isanganiro/rtr/bonesha]